

Front social

# L'entrée du Centre hospitalier universitaire de Libreville barricadée

F.B.E.M  
Libreville/Gabon

*C'est la conséquence de la grève déclenchée, vendredi dernier, par le collectif des médecins du public et du privé.*

**PORTAIL** principal fermé, médecins arpentant la cour de l'hôpital, ou encore des services fonctionnant au ralenti, provoquant parfois la colère ou l'étonnement des patients et de leurs accompagnateurs. Ce sont là quelque-unes des scènes que l'on pouvait apercevoir hier, au Centre hospitalier universitaire de Libreville (Chul). A l'origine, la grève annoncée, vendredi dernier, par les médecins de la fédération des syndicats du public et du privé, à cause d'un ensemble de revendications non satisfaites, dont la libération de leur confrère emprisonné, Dr Max Fylla. Tout est ainsi parti, hier matin, de l'habituelle assemblée générale, tenue



Photo : F.B.E.M

Les visiteurs rebroussant chemin devant le portail fermé.

dans la salle multimédia du Chul, et au sortir de laquelle les blouses blanches sont arrivées par dizaine, barricader le portail de la structure hospitalière, avec des lits et des banderoles arborant leurs plaintes. Il est 11 heures 45 minutes.  
« Pour ceux qui ont eu la chance d'entrer avant, c'est tant mieux, pour les autres, c'est dommage », avait, entre autres, lancé le Dr Stéphane Iloko durant cette réunion, estimant que cet acte n'était que la suite logique de leurs ma-

nifestations. Ajoutant qu'il n'avait rien à voir avec "la fermeture symbolique" du portail de vendredi dernier. C'était pourtant un moment au sortir duquel l'on pouvait percevoir un début d'espoir, quand on sait que le directeur général du Chul, Dr Eric Baye, y a personnellement assisté. Présent, pour dire à ses collaborateurs, non pas que leur combat n'était pas juste, mais que le moyen pour voir le Dr Max Fylla libéré était certainement ailleurs. « Aujourd'hui, les



Photo : F.B.E.M

De l'intérieur, plusieurs médecins veillent à garder inaccessible l'entrée au Chul.

deux seuls moyens de voir Max Fylla dehors sont, soit par une demande de mise en liberté provisoire sous caution, adressée au juge chargé de cette affaire. Soit que les plaignants retirent leur plainte, chose qui est moins sûre », leur a-t-il, entre autres dit. Les encourageant à vivement poursuivre la première proposition. Les manifestants, quant à eux, jugeant que la pression devait être maintenue, ont finalement opté pour l'embrigadement de l'hôpital, estimant pour certains,

que « les gouvernants voulaient, en réalité, nous éprouver. Auquel cas les choses auraient avancé depuis longtemps. » C'est donc dans un imbroglio total que risquent de se retrouver plusieurs structures hospitalières dans les jours à venir, vu que parmi ces mécontents, l'on compte des praticiens venus d'autres structures sanitaires publiques de Libreville et de ses environs, bien qu'en nombre limité. Au service de traumatologie du Chul par exemple, une infirmière qui a requis

l'anonymat, nous a avoué exercer parce que n'étant pas en grève. Non sans faire remarquer que la conduite du travail est conditionnée au quotidien par le médecin, et que son absence est handicapante pour un service. Même du côté de certains stagiaires internes, nombreux ont décidé de suivre les pas de leurs aînés. « Moi, je ne me chargerai durant ma garde que des cas d'urgences vitales, parce que, de toutes les manières, ce combat est aussi le mien », nous a confié l'un d'eux. Signalons, cependant, qu'au Chul, d'autres services, à l'instar des urgences, ou encore de la maternité, fonctionnaient, hier, lors de notre passage. Quant à l'accès à la structure hospitalière, bien que l'entrée principale était barricadée, celle débouchant par le ministère de l'Intérieur était par contre ouverte, permettant ainsi aux visiteurs d'entrer et de sortir.

## Sensibilisation à la réforme foncière

# L'ANUTTC en campagne dans la Ngounié

ENDONGO  
Mouila/Gabon

**L'AGENCE** nationale de l'urbanisme et des travaux topographiques (ANUTTC) a poursuivi, dernièrement, sa campagne d'information et de sensibilisation à la réforme foncière à l'intérieur du pays par Mouila, chef-lieu de la province de la Ngounié. Présidée par le gouverneur de province, Benjamin Nzigou, cette sensibilisation a été menée par le directeur général adjoint 1 de l'ANUTTC, Jean-Baptiste Nguindoungou. Cette campagne, souligne-t-il, vise l'appropriation par les mairies, les conseils départementaux, les chefs de quartier et les notables locaux, de la nouvelle législation foncière initiée par le gouvernement sur les orientations du président de la République, Ali Bongo Ondimba. La nouvelle réforme assigne à l'Agence, entre autres, les missions d'acteur principal de l'aménagement des espaces constructibles, et la remise des titres fonciers délivrés par la conservation foncière. Par la suite, les po-



Photo : Félicien Ndongou

Les officiels, dont le gouverneur Benjamin Nzigou (3e à partir de la gauche).

pulations cibles, représentées par les préfets, les maires, les présidents des conseils départementaux et chefs de quartiers, ainsi que les leaders communautaires de premier plan, vont relayer le message auprès de leurs populations respectives. Au cours de cette campagne d'information, les conférenciers sont revenus sur les nouvelles dispositions et procédures y relatives, devenues indispensables face au développement anarchique de nos villes. A cela s'ajoute, ont-ils expliqué, la pénurie d'espaces constructibles et le manque de réserves foncières. Selon le DGA 1 de l'ANUTTC,

le foncier entraîne des conflits entre l'Etat et les familles. Les deux conférenciers sont revenus largement sur la planification urbaine, les normes techniques et juridiques à respecter sur les plans topographiques et cadastraux, les procédures de régularisation foncière et les attributions des titres de propriété. M. Nguindoungou a relevé les lourdeurs administratives, qui n'ont pas permis au plus grand nombre d'accéder au titre foncier. « Il y avait non seulement le décret d'attribution provisoire, mais aussi la prolongation d'un an lorsque le terrain n'est pas mis en valeur, suivie du décret définitif passant même au niveau de la Primature. D'où l'idée de la mise en place de l'ANUTTC, afin de raccourcir les procédures d'attribution des parcelles avec, notamment, la présence d'un guichet unique et les autres directions pour accéder au terrain », a-t-il indiqué. Avant d'ajouter : « Lorsque la direction provinciale de l'Agence sera implantée à Mouila, il n'y aura pas de chevauchement ou de confusion entre les autres services du Cadastre. D'autant plus qu'ils



Photo : Félicien Ndongou

Les préfets de tous les départements de la province de la Ngounié et...

assurent la conception, et l'agence, l'exécution. » Le DGA 1 a rappelé que la

seule structure habilitée à attribuer les titres de cession c'est l'ANUTTC. « La seule dif-

férence est que ces directions provinciales du Cadastre n'ont plus compétence de vendre les terrains. Que ce soit de l'instant ou bien avant, seule l'Agence est l'unique structure mise en place par le président de la République Ali Bongo Ondimba. Il en est de même de ceux qui revendiquent les terrains ancestraux sans régulariser, retardant ainsi le développement de notre pays », a-t-il averti. Depuis sa création en 2012, a-t-il révélé, l'agence a déjà attribué environ 3 000 titres fonciers.



Photo : Félicien Ndongou

... autres élus locaux ont désormais la charge de faire respecter les nouvelles dispositions en matière d'attribution foncière.

### GRUPE PHARMACEUTIQUE INTERNATIONAL Recherche son Superviseur Junior

Basé(e) à LIBREVILLE (GABON),  
Poste à pourvoir au mieux le 1<sup>er</sup> Septembre 2015

- ↳ Vous serez chargé(e) de l'animation de plusieurs visiteurs médicaux sur Libreville et périphérie ainsi que sur les villes de l'intérieur
- ↳ Vous serez responsable de la réalisation des objectifs de chiffre d'affaire sur vos secteurs
- ↳ Vous analyserez la performance des ventes locales et serez force de proposition

Les candidat(e)s devront pouvoir justifier :

- Une expérience réussie de supervision dans l'industrie pharmaceutique et/ou de visiteur médical senior depuis au minimum 5 années
- Connaissance prouvée du circuit grossistes, leaders d'opinion, décisionnaires.
- Disponibilité, capacité de management et goût des challenges sont requis
- Voiture indispensable

Merci d'envoyer au plus tard le 09 Juillet 2015, lettre de motivation manuscrite, prétentions salariales, CV + photo par E-mail à :

a.moche@eurotech-ltd.net